



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR SELECTION D'UN CABINET D'AUDIT DEVANT EFFECTUER UN AUDIT CONFORMEMENT A LA CIRCULAIRE 45 CFR 75 SUBPART F - AUDIT REQUIREMENTS

CONTEXTE :

MEDECINS HUMANISTES recherche un cabinet d'audit qualifié pour conduire un audit équivalent à celui prescrit par la circulaire 45 CFR 75 Subpart F - Audit Requirements pour l'audit l'année fiscale 2023.

LES RESULTATS ATTENDUS :

Le cabinet d'audit sélectionné devra réaliser un audit et produire en Français et en Anglais, quatre exemplaires du rapport d'audit sur l'état de trésorerie couvrant les dépenses relatives aux accords financés par le Gouvernement Américain, conformément à la circulaire 45 CFR 75 .512. (Voir le lien https://www.ecfr.gov/cgi-bin/text-idx?node=pt45.1.75#se45.1.75_1500).

QUALIFICATIONS :

Le cabinet d'audit doit avoir la capacité et l'expérience pour effectuer un audit conformément à la circulaire 45 CFR 75 Subpart F—Audit Requirements, relative aux financements du gouvernement américain.

CHRONOGRAMME :

14 Mai 2024 – Date de clôture des soumissions

15 Juillet 2024 – Date de Soumission du rapport final à MEDECINS HUMANISTES.

N.B : Les cabinets intéressés sont priés de demander les informations et le dossier complet de l'appel d'offre à :

Nom & Prénoms : AMBEU Michèle

Fonction : Responsable Administrative et Financière

E-mail : amambeu@mh-ci.org avec copie à mouattara@mh-ci.org

Contact : 05 04 11 44 14 / 05 05 44 40 81





REQUEST FOR PROPOSALS #MH001/2024/ APPEL D'OFFRE N° MH001/2024

Sélection d'un Cabinet d'Audit devant effectuer un audit conformément à la Circulaire 45 CFR 75 Subpart F—Audit Requirements.

ONG MEDECINS HUMANISTES

Abidjan, Cocody, Angré 8^{ème} tranche après les résidences les arcades 3

Tél. : (225) 27 22 27 69 90

Cel : (225) 05 04 11 44 14 / 05 05 44 40 81

E-mail : infos@mh-ci.org / medecinshumanistes@gmail.com

Date de clôture : 14 Mai 2024

CONTEXTE :

MEDECINS HUMANISTES recherche un cabinet d'audit qualifié pour conduire un audit équivalent à celui prescrit par la circulaire 45 CFR 75 Subpart F - Audit Requirements pour l'audit l'année fiscale 2023.

MEDECINS HUMANISTES a globalement engagé pour la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2023 des dépenses annuelles de **1 141 648 \$ USD** sur l'ensemble de ses projets avec des fonds du Gouvernement Américain dont **738 792 \$** à travers EGPAF, **164 166 \$** à travers IRC et **238 690 \$** à travers JPHIEGO tous dans le cadre du programme **CDC/PEPFAR et CDC/USAID en Côte d'Ivoire**.

OBJECTIF / TERMES DE REFERENCE :

Prière voire l'annexe 1 pour plus de détails sur les Termes de Référence (TDR) de l'audit conformément à la Circulaire 45 CFR 75 Subpart - Audit Requirements.

NB : Les références aux fonds du Gouvernement Américain dans les TDR ci-joints portent également sur tous les sous-accords de subvention de EGPAF, IRC, JPHIEGO Projet RISE, JPHIEGO Projet Momentum avec MEDECINS HUMANISTES.

CALENDRIER :

L'audit doit être terminé à la date du **30 Juin 2024**. Les cabinets d'audit ne pouvant effectuer la mission d'audit à cette date ne seront pas prises en compte.

LES RESULTATS ATTENDUS :

Le cabinet d'audit sélectionné devra produire en Français et en Anglais, quatre exemplaires du rapport d'audit sur l'état de trésorerie couvrant les dépenses relatives aux accords financés par le Gouvernement Américain conformément à la circulaire **45 CFR 75 Subpart F - Audit Requirements** pour l'audit l'année fiscale 2023. (Voir le lien https://www.ecfr.gov/cgi-bin/text-idx?node=pt45.1.75#se45.1.75_1500).

QUALIFICATIONS :

Le cabinet d'audit doit avoir la capacité et l'expérience pour effectuer un audit conformément à la circulaire 45 CFR 75 Subpart F—Audit Requirements.

RESPONSABILITÉS DE MEDECINS HUMANISTES :

MEDECINS HUMANISTES fournira aux auditeurs du cabinet sélectionné un espace approprié dans ses bureaux pour travailler. En outre, tous les dossiers et fichiers nécessaires seront mis à la disposition des auditeurs. De plus, le



cabinet d'audit aura à sa disposition dans un premier temps conformément au contrat toutes les ressources pour toutes les questions pendant le processus de vérification.

PRINCIPAUX TERMES DU CONTRAT :

Ce contrat sera un contrat à coût fixe. Aucuns frais supplémentaires en dehors du coût fixé par le cabinet sélectionné ne seront considérés.

Toutes les prestations fournies à MEDECINS HUMANISTES doivent être réalisées pour l'utilisation de l'ONG sans redevances ou de frais supplémentaires.

Tous les résultats seront la propriété exclusive de MEDECINS HUMANISTES. Le consultant ne devra pas les utiliser ou permettre leur utilisation à des fins autres que celles de l'atteinte des résultats stipulés dans le contrat de celui-ci sans le consentement écrit préalable de MEDECINS HUMANISTES.

CRITÈRES D'ÉVALUATION :

Toutes les propositions seront évaluées par MEDECINS HUMANISTES selon les critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
1. Expériences antérieures dans la conduite d'audits conformément à la circulaire 45 CFR 75 Subpart F - Audit Requirements ou équivalents	30
2. Méthodologie proposée et approche	20
3. Note pour le Prix fixé*	20
4. Capacité individuelle des auditeurs (Voir CV)	30
Score Final Pondéré	100

* La note pour le Prix fixé (N) se calcule comme suit :

$$N = P_0 / P_n \times 20$$

P_0 : Prix le moins-disant des offres conformes

P_n : Prix de l'offre concernée

INSTRUCTIONS POUR LA SOUMISSION DE LA PROPOSITION :

Chaque proposition doit contenir :

1. Au moins 3 références professionnelles (nom, téléphone et e-mail) d'organisations non-gouvernementales pour lesquelles le cabinet a réalisé des audits conformément à la circulaire 45 CFR 75 Subpart F - Audit Requirements ;
2. Une (1) page résumée de l'approche proposée ;
3. Coût fixé pour la réalisation de l'audit ;
4. CV des auditeurs qui seraient assignées à cette mission ;
5. Confirmation que tout le travail pourra être exécuté pendant le délai indiqué dans le calendrier de la présente demande de cotations.

PROPOSITION DE CHRONOGRAMME :

14 Mai 2024 à 17h00 : Date de clôture des soumissions

25 Mai 2024 : Annonce de la décision finale et notification aux postulants.

1er Juin 2024 : Exécution du contrat et début des prestations.

15 Juillet 2024 : Soumission du rapport final à MEDECINS HUMANISTES.



Soumission des demandes de renseignements adressés à :

Nom & Prénoms : AMBEU Michèle

Fonction : Responsable Administrative et Financière

E-mail: amambeau@mh-ci.org avec copie mouattara@mh-ci.org

N.B:

* Les offres (techniques et financières) et le formulaire de soumission doivent être envoyés sous plis fermés et adressés au **Directeur Exécutif** au plus tard le **14 Mai 2024 à 17h 00**.

* **Les personnes intéressées pourront demander et recevoir le dossier complet par mail.**

Lieu de dépôt:

MEDECINS HUMANISTES

A Abidjan, Cocody, Angré 8^{ème} tranche après les résidences les Arcades 3

République de Côte d'Ivoire

Prière noter qu'il est de notre meilleure intention de nous conformer au calendrier ci-dessus mais des retards inévitables pourraient se produire.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES :

Toutes les soumissions et communications doivent être identifiées par le seul numéro de la demande de cotations ou appel d'offre n° MH001/2024 inscrit sur la première page de ce document. Tout défaut de se conformer à cette exigence peut entraîner le rejet de votre soumission.

Toute soumission ne portant pas sur chacun des points précédents serait considérée comme non recevable.

Les propositions reçues hors délais seront rejetées.

Cette demande de cotations ne constitue pas une offre donnant lieu à un accord avec une partie, mais plutôt une demande pour recevoir des soumissions de personnes intéressées dans la réalisation des services décrits ci-dessus. Ces soumissions doivent être considérées et traitées par **MEDECINS HUMANISTES** comme des offres devant permettre de conclure un accord. **MEDECINS HUMANISTES** se réserve le droit de rejeter toutes les soumissions, en tout ou en partie, et/ou engager des négociations avec toute partie.

MEDECINS HUMANISTES n'est tenu au paiement d'aucune somme à tout bénéficiaire de cette demande de cotations à moins qu'un contrat écrit entre les parties soit exécuté.

MEDECINS HUMANISTES est un employeur offrant l'égalité des chances en emploi et ne fait pas de discrimination contre un employé, un candidat, un consultant ou une entreprise du fait de l'âge, le handicap, la race, la religion, la couleur, la nationalité ou le sexe. **MEDECINS HUMANISTES** reçoit les soumissions de toutes sources qualifiées et responsables, y compris les petites entreprises, les entreprises appartenant à des minorités, à des femmes et à des vétérans.

Attachment 1: Scope of Work (SOW) / Annexe 1: Termes de référence (TDR).

Attachment 2 : Application Form / Annexe 2 : Formulaire de soumission.



FORMULAIRE DE SOUMISSION

**A M. le Directeur Exécutif de
MEDECINS HUMANISTES
Cote d'Ivoire**

Objet : Appel d'offres n° MH001/2024 pour l'audit des comptes de l'exercice 2023
K

M. le Directeur,

En réponse à votre appel d'offre à soumissionner pour le marché précité, nous déclarons par la présente que :

Nous, soussignés, déclarons que :

Nous avons examiné et nous acceptons dans sa totalité le contenu du dossier d'appel d'offres. Nous acceptons sans réserve ni restriction et intégralement ses dispositions.

Nous proposons d'exécuter, conformément aux termes du dossier et selon les conditions et délais indiqués, sans réserve ni restriction l'audit financier des fonds financés par le Gouvernement Américain conformément normes d'Audit du Gouvernement Américain publiées par le Government Accountability Office, aux Exigences d'Audit du CDC pour les Organisations non Américaines et à la circulaire 45 CFR 75 Subpart F -Audit Requirements.

Le prix TTC de notre offre est de (montant en lettres.....) Francs CFA constituée comme suit :

Désignation	Quantité	Coût Unitaire	Montant
TOTAL			

Cette offre est valable pour une période de **60 jours** à compter de la date limite de soumission des offres, c'est-à-dire jusqu'à .../.../2024.

Si notre offre est retenue, nous nous engageons à proroger la validité de notre offre de **30 jours**.

Nous soumettons cette offre en notre nom. Nous confirmons que nous ne soumissionnons pas sous une autre forme pour le même contrat.

Nous nous engageons à respecter les clauses déontologiques dans la conduite de cette mission et, en particulier, nous n'avons aucun conflit d'intérêt potentiel ni lien spécifique équivalent à ce sujet avec d'autres soumissionnaires ou d'autres participants à la procédure lors de notre soumission.

Nous reconnaissons et nous acceptons que toute information inexacte ou incomplète puisse entraîner notre exclusion de cet appel d'offres et de tout autre contrat de **MEDECINS HUMANISTES**.

Nous prenons note du fait que **MEDECINS HUMANISTES** n'est pas tenue de poursuivre cette procédure d'appel d'offres et se réserve le droit de n'attribuer qu'une partie du contrat. Elle n'encourt aucune responsabilité vis-à-vis de nous en procédant ainsi.

Nom et prénoms : _____ Titre : _____

Dûment autorisé à signer cette offre au nom de :

Lieu et date : _____

[Cachet de la société]

Annexe A : DESCRIPTIF DE LA METHODOLOGIE

À remplir par le soumissionnaire

Veillez décrire votre méthodologie en renseignant chacun des aspects ci-après conformément aux indications qui sont données. (En italiques)

(1) Rationalité

- *Toute remarque sur les Termes de Référence, importante pour la bonne exécution des activités, en particulier de ses objectifs et des résultats escomptés, montrant le degré de compréhension du marché.*
- *Avis sur les principaux sujets relatifs à la réalisation des objectifs du marché et des résultats escomptés*
- *Explication des risques et des hypothèses ayant une incidence sur l'exécution du marché*

(2) Stratégie

- *Aperçu de l'approche proposée pour la mise en œuvre du marché*
- *Liste des activités proposées considérées comme nécessaires pour atteindre les objectifs du marché*
- *Ressources et résultats correspondants*
- *Description des structures d'appui qui seront mises à la disposition de l'équipe d'experts par le prestataire pendant l'exécution du marché*

(3) Calendrier des activités

- *Calendrier, chronologie et durée des activités proposées, en tenant compte du temps de mobilisation*
- *Identification et répartition dans le temps des principales étapes de l'exécution du marché*

Annexe B : PROJETS SIMILAIRES REALISES

Lister au moins 3 marchés similaires (audit d'état de consommation budgétaire de projets financés par le gouvernement américain) réalisés au cours des 5 dernières années.

Nom de l'organisation (client)	Description du contrat	Bailleur de fonds	Montant du contrat	Période de réalisation	Personne à contacter (Nom et fonction, contact, mail)
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					

Fait à _____. le _____

Signature du Soumissionnaire

[Cachet]

Annexe C : LISTE DU PERSONNEL AFFECTE A LA MISSION

Veuillez indiquer le personnel qui sera affecté au projet. Joindre le C.V détaillé de chaque personnel.

Nom et prénoms	Rôle proposé dans le projet	Années d'expérience	Qualification / Niveau de formation	Domaine(s) de spécialisation	Contact

Fait à _____. le _____

Signature du Soumissionnaire

[cachet]

Attachment 1: Scope of Work

Annexe 1: Termes de référence (TDR)

I. OBJECTIVES

The objective of this engagement is to conduct a financial audit of the USG resources expended by MEDECINS HUMANISTES projects financed by EGPAF and Fondation Ariel Glaser with CDC/PEPFAR funds from **January 1st to December 31th, 2023** in accordance with U.S. Government Auditing Standards issued by the U.S. Government Accountability Office, CDC's Audit Requirement for Foreign Organizations and 45 CFR 75 Subpart F—Audit Requirements.

The financial audit must include (1) a specific audit of all the recipient's USG-funded programs, and (2) an audit of MEDECINS HUMANISTES's general purpose financial statements on an organization-wide basis (fund accountability statement).

The fund accountability statement is the basic financial statement to be audited that presents the recipient's revenues, costs incurred, cash balance of funds provided by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO commodities directly procured by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO for the recipient's use. The fund accountability statement should be reconciled to the financial report approved by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO on December 31, 2023. All currency amounts in the fund accountability statement, shared costs, and the report findings, if any, must be stated in U.S. dollars. The auditors should indicate the exchange rate(s) used in the notes to the fund accountability statement.

A. Audit of USG Funds

A financial audit of the funds provided by USG must be performed in accordance with U.S. *Government Auditing Standards*, or other approved standards where applicable, and accordingly includes such tests of the accounting records as deemed necessary under the circumstances. The specific objectives of the audit of the USG funds are to:

- Express an opinion on whether the fund accountability statement for the USG-funded programs presents fairly, in all material respects, revenues received, costs incurred, and commodities directly procured by EGPAF, International Rescue Committee (IRC),

I. OBJECTIFS

L'objectif de cette mission est de conduire un audit financier des ressources du gouvernement américain dépensées par MEDECINS HUMANISTES à travers les projets financés par EGPAF et Fondation Ariel Glaser avec des fonds du CDC/PEPFAR pour la période du **1^{er} Janvier au 31 Décembre 2023** conformément aux normes d'Audit du Gouvernement Américain publiées par le Government Accountability Office, aux Exigences d'Audit du CDC pour les Organisations non Américaines et à la circulaire 45 CFR 75 Subpart F—Audit Requirements.

L'audit financier doit inclure (1) un audit spécifique de chaque projet financé par le Gouvernement Américain et (2) un audit de tous les programmes de MEDECINS HUMANISTES financés par le Gouvernement Américain (état de trésorerie).

L'état de trésorerie est l'état financier de base qui devra être vérifié ; il présente les ressources du bénéficiaire, les dépenses encourues, le solde de trésorerie des fonds fournis par EGPAF, IRC, JPHIEGO et les biens directement achetés par EGPAF, IRC et JPHIEGO pour l'utilisation du bénéficiaire. L'état de trésorerie devrait être réconcilié avec le rapport financier soumis et approuvé par EGPAF, IRC et JPHIEGO au 31 Décembre 2023. Tous les montants en devises dans l'état de trésorerie, le tableau de partage des coûts et les rapports de constats, le cas échéant, doivent être en dollars américains. Les auditeurs devraient indiquer le taux de change utilisé dans les rapports sur l'état de trésorerie.

A. Audit des Fonds du Gouvernement Américain

Un audit financier des fonds du Gouvernement Américain doit être réalisé conformément *aux normes d'Audit* du Gouvernement Américain, ou d'autres normes approuvées lorsque'elles sont applicables et incluant en conséquence des tests des enregistrements comptables considérés comme nécessaires dans de telles circonstances. Les objectifs spécifiques de l'audit des fonds du Gouvernement Américain sont de :

PEPFAR

JPHIEGO for the period audited in conformity with the terms of the agreements and generally accepted accounting principles or other comprehensive basis of accounting (including the cash receipts and disbursements basis and modifications of the cash basis).

- Evaluate the recipient's internal control related to the USG-funded programs, assess control risk, and identify significant deficiencies including material weaknesses. This evaluation should include the internal control related to required costs shared methods.
- Perform tests to determine whether the recipient complied, in all material respects, with agreement terms and applicable laws and regulations related to USG-funded programs. All material instances of noncompliance and all illegal acts that have occurred or are likely to have occurred should be identified. Such tests should include the compliance requirements related to required costs shared methods.
- Determine if the recipient has taken adequate corrective action on prior audit report recommendations.

Auditors must design audit steps and procedures in accordance with U.S. *Government Auditing Standards*, Chapter 4, to provide reasonable assurance of detecting situations or transactions in which fraud or illegal acts have occurred or are likely to have occurred. If such evidence exists, the auditors must contact EGPAF, IRC and JPHIEGO should exercise due professional care in pursuing indications of possible fraud and illegal acts so as not to interfere with potential future investigations or legal proceedings.

B. Joint Direct Costs (JDC)/ Shared costs

The audit should determine if joint Direct Costs are allocated to the projects based on the proportional benefit and on any reasonable documented basis in accordance with 45 CFR 75.405(d). If a cost benefits two or more projects, each joint cost must be prorated using a base which accurately measures the benefits provided to each award or activity. The bases must be established by a policy in accordance with reasonable criteria, and be supported by current data.

- Exprimer une opinion selon laquelle l'état de trésorerie des programmes financés par le Gouvernement Américain, présente sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, les fonds reçus, les coûts encourus, et les biens directement fournis par EGPAF, IRC et JPHIEGO pour la période audité en conformité avec les termes des accords et avec les principes comptables généralement admis ou d'autres principes comptables acceptés (dont les principes de la comptabilité de trésorerie)
- Évaluer le contrôle interne du bénéficiaire lié aux programmes financés par le Gouvernement Américain, évaluer la gestion des risques et identifier les constatations majeures incluant les faiblesses matérielles dans le système de contrôle interne. Cette évaluation devrait inclure les contrôles internes liés aux méthodes de partage des coûts.
- Effectuer des tests pour déterminer si le bénéficiaire s'est conformé, dans tous les aspects matériels, avec les termes de l'accord et les lois et règlements applicables aux programmes financés par le Gouvernement Américain. Tous les cas de non-conformité et tous les actes illégaux avérés ou probables devraient être identifiés et rapportés. Les tests de conformité devraient porter aussi sur les méthodes de partage des coûts.
- Vérifier si le bénéficiaire a pris les mesures correctives appropriées concernant les recommandations émises dans les rapports d'audits précédents.

Les auditeurs doivent concevoir des étapes et des procédures d'audit qui soient conformes au Chapitre 4 de "U.S. *Government Auditing Standards*", donner une assurance raisonnable sur la détection des situations ou des transactions dans lesquelles des actes de fraude ou illégaux avérés ou probables. Si de telles preuves existent, les auditeurs doivent contacter EGPAF, IRC et JPHIEGO et exercer la rigueur professionnelle qui s'impose pour relever toutes les indications d'irrégularités possibles et d'éventuels cas de fraude afin d'éviter de s'ingérer dans d'éventuelles enquêtes et procédures judiciaires futures.

B. Coûts directs partagés

L'audit devrait déterminer si les coûts directs partagés ont été imputés aux projets sur une base proportionnelle à leur contribution et supportés par une documentation raisonnable conformément à 45 CFR 75.405(d). Si un coût profite à deux projets ou plus, chaque projet doit supporter ce coût au

II. AUDIT SCOPE

The auditor should use the following steps as the basis for preparing audit programs. They are not all-inclusive or restrictive in nature and do not relieve the auditor from exercising due professional care and judgment. The steps should be modified to fit local conditions and specific program design, implementation procedures, and agreement provisions which may vary from program to program. Any limitations in the scope of work must be communicated as soon as possible to EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO

A. Pre-Audit Steps

Following is a list of documents applicable to different USG programs. The auditor should review the applicable documents considered necessary to perform the audit:

1. The agreements between EGPAF, IRC and JPHIEGO the subrecipient.
2. The subagreements between the recipient and other implementing entities, as applicable.
3. Contracts and subcontracts with third parties, if any.
4. The budgets, program descriptions, and written procedures approved EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO
5. 45 CFR 75 Subpart E—Cost Principles.
6. CDC Standard Provisions
7. All program financial and progress reports; and charts of accounts, organizational charts; accounting systems descriptions; procurement policies and procedures; and receipt, warehousing and distribution procedures for materials, as necessary to successfully complete the required work.
8. Any previous audits, financial reviews, etc., that directly relate to the objectives of the audit.
9. 45 CFR 75 for CDC funded projects.
10. HHS Grants Policy Statement for CDC/HHS

prorata de sa contribution en utilisant une base qui mesure avec précision les prestations fournies à chaque subvention ou activité. Les bases doivent être documentées par une politique selon des critères raisonnables et être étayées par des données actuelles.

II. ETENDUE DE L'AUDIT

Les auditeurs doivent appliquer les étapes d'audit suivantes comme base de préparation de leur programme de travail d'audit. Ces étapes ne doivent en aucun cas être considérées comme exhaustives ou restrictives, ni influencer la conscience professionnelle et le jugement de l'auditeur. Les étapes d'audit devraient être modifiées afin de s'adapter aux conditions propres et aux spécificités du programme audité, à la mise en oeuvre des procédures, et aux dispositions contractuelles qui peuvent varier d'un programme à l'autre. Toute limitation dans l'étendue des travaux d'audit doit être communiquée aussi tôt que possible à EGPAF, IRC et JPHIEGO.

A. La démarche du pré-audit

Ci-après figure une liste de documents applicables aux différents programmes bénéficiant du financement du gouvernement américain. Les auditeurs doivent examiner les documents applicables et cibler ceux qu'ils jugent indispensables à la bonne conduite de l'audit :

1. Les accords entre EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO et JPHIEGO et le sous bénéficiaire.
2. Les sous-accords entre le sous bénéficiaire et d'autres entités de mise en oeuvre, si applicable.
3. Les contrats et sous-contrats avec des tierces parties, s'il y en a.
4. Les budgets, descriptifs de programmes et procédures écrites approuvées par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO
5. 45 CFR 75 Subpart E—Cost Principles.
6. CDC Standard Provisions
7. Tous les rapports financiers et programmatiques du projet ; le plan comptable, l'organigramme; les descriptions des systèmes comptables; politiques et procédures d'achats, de réception, de stockage et de

funded projects

B. Fund Accountability Statement

The auditor must examine the fund accountability statement¹ for USG programs including the budgeted amounts by category and major items; the revenues received from USG for the period covered by the audit; the costs reported by the subrecipient as incurred during that period; and the commodities directly procured by USG for the subrecipient's use. The fund accountability statement must include all USG assistance funds identified by each specific program or agreement. The revenues received from USG less the costs incurred, after considering any reconciling items, must reconcile with the balance of cash-on-hand or in bank accounts.²

The auditors may prepare or assist the recipient in preparing the fund accountability statement from the books and records maintained by the recipient, but the recipient must accept the responsibility for the statement's accuracy before the audit commences.

The opinion on the fund accountability statement must comply with Statement on Auditing Standard SAS No. 62 (AU623). The fund accountability statement must separately identify those revenues and costs applicable to each specific USG agreement. The audit must evaluate program implementation actions and accomplishments to determine whether specific costs incurred are allowable, allocable, and reasonable under the agreement terms and applicable cost principles, and to identify areas where fraud and illegal acts have occurred or are likely to have occurred as a result of inadequate internal control. At a minimum, the auditors must:

1. Review direct costs billed to and reimbursed by USG and costs incurred but pending reimbursement by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO, identifying and quantifying any questioned costs. All costs that are not supported with adequate documentation or are not in accordance with the agreement terms must be reported as questioned. Questioned costs that are pending reimbursement by USG must be identified in the notes to the fund Questioned

cession de biens, nécessaires pour la réussite des travaux exigés.

8. Tous les rapports des missions d'audits antérieurs, des revues financières, etc, qui contribuent directement à l'atteinte des objectifs de l'audit.
9. La directive 45 CFR 75 relative aux programmes financés par le CDC
10. HHS Grants Policy Statement pour les projets finances par CDC/HHS.

B. Etat de trésorerie des Fonds

Les auditeurs doivent examiner l'état de trésorerie des programmes financés par le Gouvernement Américain, dont les montants budgétisés par rubrique et par articles majeurs ; les subventions reçues du Gouvernement Américain pour la période couverte par l'audit ; les coûts déclarés encourus par le sous bénéficiaire pendant la période ; et les biens directement fournis par le Gouvernement Américain pour l'usage du sous bénéficiaire. L'état de trésorerie doit inclure tous les fonds d'assistance directe du Gouvernement Américain identifiés par programme spécifique ou par accord. Les fonds reçus du Gouvernement Américain moins les dépenses engagées, compte tenu des éléments en suspens, doivent concorder avec le solde des liquidités disponibles ou se trouvant sur les comptes bancaires.

Les auditeurs peuvent préparer ou assister le bénéficiaire dans la préparation de l'état de trésorerie, à partir des livres et des écritures comptables tenus par le bénéficiaire, mais le bénéficiaire doit accepter la responsabilité pour l'exactitude de l'état avant que ne commence l'audit.

L'opinion sur l'état de trésorerie doit être conforme au Statement on Auditing Standard SAS No. 62 (AU623). L'état de trésorerie doit identifier séparément les subventions et dépenses relatives à chaque accord spécifique du Gouvernement Américain. L'audit doit évaluer les actions et réalisations de la mise en œuvre des programmes afin de s'assurer que les dépenses spécifiques encourues sont admissibles, imputables, et raisonnables dans le respect des termes de l'accord et des principes de coûts applicables, et identifier les zones susceptibles de présenter des irrégularités et actes frauduleux résultant des contrôles internes

¹ A "fund accountability statement" is a financial statement that presents a USG recipient's revenues, costs incurred, cash balance of funds (after considering reconciling items), and commodities directly procured by USG that were provided by USG agreements.

² If the recipient does not receive any advances from USG, i.e., it operates on a reimbursement basis, then the recipient will not hold any balances of USG funds.

costs that are pending reimbursement accountability statement as not reimbursed by USG.

2. Questioned costs must be presented in the fund accountability statement in two separate categories. **Ineligible costs** that are explicitly questioned because they are unreasonable, prohibited by the agreements or applicable laws and regulations, or not program related. In addition, if a recipient was required to place USG funds in an interest-bearing account but did not, then the imputed interest that would have been earned is also classified as an ineligible cost. **Unsupported costs** are not supported with adequate documentation or did not have required prior approvals or authorizations. All material questioned costs resulting from instances of noncompliance with agreement terms and applicable laws and regulations must be included as findings in the report on compliance. Also, the notes to the fund accountability statement must briefly describe both material and immaterial questioned costs and must be cross-referenced to any corresponding findings in the report on compliance.
3. Review general and program ledgers to determine whether costs incurred were properly recorded. Reconcile direct costs billed to, and reimbursed by, USG to the program and general ledgers.
4. Review procedures used to control the funds, including their channeling to contracted financial institutions or other implementing entities. Review bank accounts and the controls on those bank accounts. Perform positive confirmation of balances, as necessary.
5. Determine whether advances of funds were justified with documentation, including reconciliations of funds advanced, disbursed, and available. The auditors must ensure that all funding received by the recipient from USG was appropriately recorded in the recipient's accounting records and that those records were periodically reconciled with information provided by EGPAF, International Rescue Committee (

inadéquats. Au minimum, les auditeurs doivent:

1. Examiner les coûts directs facturés au Gouvernement Américain et remboursés par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO de même que les dépenses engagées en instance de remboursement par le Gouvernement Américain, en identifiant et évaluant toutes dépenses contestées. Toutes les dépenses qui ne sont soutenues par une documentation adéquate ou qui ne sont pas conformes aux termes de l'accord doivent être indiquées comme étant contestables. Les dépenses en instance de remboursement par le Gouvernement Américain doivent être identifiées dans les notes relatives à l'état de trésorerie comme n'étant pas remboursées par le Gouvernement Américain.
2. Les coûts contestés doivent être présentés dans l'état de trésorerie dans deux catégories séparées. **Les coûts inéligibles** qui sont explicitement contestés parce qu'ils ne sont pas raisonnables ; interdits par les accords ou les lois et règlements applicables ou qui ne sont pas liés au projet. En outre, si un bénéficiaire a été autorisé à placer des fonds du Gouvernement Américain dans un compte générant des intérêts, mais ne l'a pas fait, alors les intérêts théoriques qui auraient pu être gagnés sont aussi considérés comme un coût inéligible. **Les dépenses insuffisamment justifiées** ou qui ne s'appuient sur aucune documentation adéquate ou qui ne sont pas basées sur des approbations préalables et autorisations appropriées. Tous les coûts significatifs contestés non conformes aux termes de l'accord et aux lois et règlements en vigueur doivent être reportés comme constats dans le rapport d'audit. En outre, les notes de l'état de trésorerie doivent décrire brièvement les coûts contestés (significatifs ou non) avec les références correspondantes dans le rapport d'audit.
3. Examiner les livres comptables des programmes afin de déterminer si les dépenses engagées ont été correctement enregistrées. Reconcilier les dépenses directes facturées et remboursées par le Gouvernement Américain aux livres comptables du

IRC), and JPHIEGO.

6. Determine whether program income was added to funds used to further eligible project or program objectives, to finance the non-federal share of the project or program, or deducted from program costs, in accordance with USG regulations, other implementing guidance, or the terms and conditions of the award.
7. Review procurement procedures to determine whether sound commercial practices including competition were used, reasonable prices were obtained, and adequate controls were in place over the qualities and quantities received.
8. Review direct salary charges to determine whether salary rates were reasonable for that position, in accordance with those approved by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO approval is required, and supported by appropriate payroll records. Determine if overtime was charged to the program and whether it was allowable under the terms of the agreements. Determine whether allowances and fringe benefits received by employees were in accordance with the agreements and applicable laws and regulations. The auditors should question unallowable salary charges in the fund accountability statement.
9. Review travel and transportation charges to determine whether they were adequately supported and approved. Travel charges that are not supported with adequate documentation or not in accordance with agreements and regulations must be questioned in the fund accountability statement.
10. Review commodities (e.g., supplies, materials, vehicles, equipment, food products, tools, etc.) procured by the recipient or directly procured by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO for the recipient's use. The auditors should determine whether commodities exist or were used for their intended purposes in accordance with the terms of the agreements, and whether control procedures exist and have been placed in operation to adequately safeguard the commodities. As part of the procedures to

programme.

4. Examiner les procédures utilisées pour contrôler les fonds, y compris ceux octroyés à des institutions financières contractuelles ou autres entités de mise en œuvre. Examiner les comptes bancaires et les contrôles internes sur ces comptes. Obtenir, au besoin, une confirmation directe des soldes par les banques.
- S'assurer que les avances des fonds sont appuyées par des pièces justificatives, incluant les rapprochements des avances de fonds, décaissés et disponibles. Les auditeurs doivent s'assurer que les fonds reçus du Gouvernement Américain par le bénéficiaire ont été convenablement enregistrés dans les livres comptables du bénéficiaire et que ces livres ont fait l'objet de rapprochements périodiques avec les informations fournies par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO
5. S'assurer que les revenus générés par le projet ont été ajoutés aux fonds reçus et utilisés pour la poursuite des objectifs d'autres projets ou programmes éligibles, pour financer la quote-part du programme qui n'est pas couverte par les fonds du Gouvernement Américain, ou enregistrés en déduction des coûts du programme, en conformité avec la réglementation du Gouvernement Américain, l'application d'autres directives, ou les termes et conditions de l'accord de subvention.
 6. Examiner les procédures d'achat afin d'établir si des pratiques commerciales équitables et concurrentielles ont été utilisées, si des prix raisonnables ont été obtenus et si des contrôles appropriés ont été mis en place par rapport à la qualité et à la quantité des biens reçus.
 7. Examiner les charges salariales pour déterminer si les niveaux de salaires pour ces postes sont raisonnables et en conformité avec ceux approuvés EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO lorsque l'approbation est requise, et soutenues par des pièces justificatives appropriées de la paie. Vérifier si les heures supplémentaires ont été imputées au programme et si elles sont admissibles au regard des termes des accords. Déterminer si les indemnités et les avantages sociaux reçus par les employés sont conformes aux règlements et lois en vigueur. Les charges salariales non admissibles imputées au programme doivent être contestées

determine if commodities were used for intended purposes, the auditors should perform end-use reviews for an appropriate sample of all commodities based on the control risk assessment (see section IV.C. of this statement of work). End-use reviews may include site visits to verify that commodities exist or were used for their intended purposes in accordance with the terms of the agreements. The cost of all commodities whose existence or proper use in accordance with the terms of the agreements cannot be verified must be questioned in the fund accountability statement. (The auditor should determine the cost of commodities based on supporting documentation available from the recipient or USG, as appropriate).

11. Review technical assistance and services procured by the recipient. The auditors should determine whether technical assistance and services were used for their intended purposes in accordance with the terms of the agreements. The cost of technical assistance and services not properly used in accordance with the terms of the agreements must be questioned in the fund accountability statement.
12. In addition to the above audit procedures, if technical assistance and services were contracted by the recipient from a non-U.S. contractor, the auditors should perform additional audit steps on the technical assistance and services, unless the recipient has separately contracted for an audit of these costs. When testing for compliance with agreement terms and applicable laws and regulations, the auditors should not only consider agreements between the recipient and EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO, but also agreements between the recipient and non-U.S. contractors providing technical assistance and services. The agreements between the recipient and the non-U.S. contractors should be audited using the same audit steps described in the other paragraphs of this section, including all tests necessary to specifically determine that costs incurred are allowable, allocable, reasonable, and supported under the agreement terms.
13. If the technical assistance and services were

dans l'état de trésorerie.

8. Examiner les frais de voyage et de transport afin de s'assurer qu'il sont justifiés et approuvés de manière adéquate. Les frais de voyage qui ne sont pas justifiés par une documentation adéquate ou conformes aux accords et lois doivent être contestés dans l'état de trésorerie.
9. Procéder à la revue des biens et équipements (ex., les fournitures, le matériel, les véhicules, les équipements, les produits alimentaires, les outillages, etc.) acquis par le bénéficiaire ou fournis directement fournis par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO pour l'usage du bénéficiaire. Les auditeurs doivent déterminer si les biens existent ou ont été utilisés aux fins prévues par les termes des accords, et si les procédures de contrôle existent et ont été mises en place afin de garantir la protection du patrimoine. Au-delà des procédures permettant de s'assurer que les biens sont utilisés pour les fins envisagées, les auditeurs doivent effectuer des contrôles de l'utilisation selon un échantillon de tous les biens et équipements basé sur l'évaluation du risque de contrôle (voir section IV.C des présents Termes de Références). Les contrôles de l'utilisation peuvent inclure des visites de site afin de vérifier l'existence des biens et équipements ou s'ils ont été utilisés aux fins envisagés et conformément aux termes des accords. Les coûts de tous les biens dont l'existence ou l'utilisation conformément aux termes des accords qui ne peuvent pas être vérifiés doivent être contestés dans l'état de trésorerie. (L'auditeur doit déterminer le coût des biens sur la base des pièces justificatives disponibles auprès du bénéficiaire ou du Gouvernement Américain, selon le cas.).
10. Examiner l'assistance technique et les services acquis par le bénéficiaire. Les auditeurs doivent déterminer si l'assistance technique et les services ont été utilisés de manière adéquate par le

contracted by the recipient from a U.S. contractor, the auditors are still responsible for determining whether technical assistance and services were used for their intended purposes in accordance with the terms of the agreements. However, the auditors are not responsible for performing additional audit steps for the costs incurred under the technical assistance and services agreements, since either USG or a cognizant U.S. Government agency is responsible for contracting for audits of these costs.

14. Review unliquidated advances to the recipient and pending reimbursements by EGPAF et Fondation Ariel Glaser when performing final closeout audits. Ensure that the recipient has returned any excess cash to USG. Also, ensure that all assets (inventories, fixed assets, commodities, etc.) procured with program funds were disposed of in accordance with the terms of the agreements. The auditors should present, as an annex to the fund accountability statement, the balances and details of final inventories of nonexpendable property acquired under the agreements. This inventory should indicate which items were titled to the U.S. Government and which were titled to other entities.

The fund accountability statement is included as Example 6.1 of the *Guidelines* illustrates how to report the results of a single audit that covers more than one USG agreement. In such cases, the fund accountability statement must separately disclose the financial information (revenues, costs, etc.) for each agreement, and must identify the USG office that provided funding for each agreement. Questioned costs, and internal control and compliance findings of any audits of subrecipients must be reported in the recipient's financial audit using the same treatment and procedures as the recipient's own questioned costs and findings.

The auditors must generally express a single opinion on the fund accountability statement that includes more than one agreement with USG. Auditors must not express separate opinions on fund accountability statements of each agreement or program unless specifically requested to do so by MEDECINS HUMANISTES.

bénéficiaire conformément aux termes des accords. Le coût de toute assistance technique et des services non utilisés conformément aux accords doit être contesté dans l'état de trésorerie.

11. En plus des procédures d'audit mentionnées ci-dessus, si le bénéficiaire a requis les services et l'assistance technique d'une tierce partie ou d'un autre partenaire non-américain, les auditeurs devraient effectuer des diligences supplémentaires sur ces contrats de services et d'assistance technique, à moins que ces coûts aient fait l'objet d'un audit spécifique commandité par le bénéficiaire. Quand il s'agit de tester la conformité aux termes des accords, des lois et règlements en vigueur, les auditeurs ne doivent pas tenir compte uniquement des accords entre le bénéficiaire EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO, mais aussi des accords entre le bénéficiaire et les partenaires non-américains qui fournissent de l'assistance technique et des services. Les accords entre le bénéficiaire et les partenaires non-américains doivent être audités en utilisant les mêmes procédures d'audit décrites dans les autres paragraphes de cette section, et inclure tous les tests nécessaires pour déterminer spécifiquement que les coûts encourus sont admissibles, imputables, raisonnables, et conformes aux termes de l'accord.
12. Si des services et l'assistance technique ont été contractés par le bénéficiaire avec un prestataire américain, les auditeurs doivent toujours vérifier que les services et l'assistance technique ont été utilisés conformément aux termes des accords. Cependant, les auditeurs ne sont pas tenus d'effectuer les procédures d'audit additionnelles relatives aux dépenses engagées dans le cadre de l'assistance technique et des contrats de prestations de services toutes les fois que le Gouvernement Américain ou la Mission compétente du Gouvernement Américain est responsable de mener les audits de telles dépenses.
13. Examiner les avances non encore liquidées par le bénéficiaire et les remboursements en cours non encore effectués par EGPAF, International

D. Internal Controls

The auditors must obtain a sufficient understanding of the entity and its environment, including its internal control, to assess the risk of material misstatement of the financial statements whether due to error or fraud, and to design the nature, timing, and extent of further audit procedures. In obtaining this understanding, the auditor must understand the design of the internal control related to USG programs and determine whether they have been placed in operation. The U.S. General Accounting Office's *Standards for Internal Controls in the Federal Government* (GAO/AIMD-00-21.3.1; 1999) may be helpful in assessing recipient internal controls. The internal control must be described in the audit documentation.

Auditors must then prepare the report required by the *Guidelines*, identifying any significant deficiencies or material weaknesses in the design or operation of internal control. A material weakness is a deficiency, or combination of deficiencies, in internal control, such that there is a reasonable possibility that a material misstatement of the entity's financial statements will not be prevented or detected and corrected on a timely basis. A significant deficiency is a deficiency, or combination of deficiencies, in internal control that is less severe than a material weakness that is important enough to merit attention by those charged with governance. Any significant deficiencies or material weaknesses must be set forth in the report as "findings" (see paragraph 5.1.d of the *Guidelines*). Any other matters related to internal control – such as suggestions for improving operational or administrative efficiency or internal control, or control deficiencies that are not significant deficiencies or material weaknesses – may be reported in a separate management letter to the recipient and referred to in the report on internal control.

The major internal control components to be studied and evaluated include, but are not limited to, the controls related to each revenue and expense account on the fund accountability statement. The auditors must:

1. Obtain an understanding of the design of the internal control related to USG programs and determine whether they have been placed in operation.

Rescue Committee (IRC), JPHIEGO lorsqu'il s'agit d'un audit de clôture. S'assurer que le bénéficiaire a reversé au Gouvernement Américain les soldes de trésorerie. S'assurer également que les actifs (stocks, immobilisations, matériels et fournitures, etc...) acquis avec les fonds du programme ont été mis à disposition conformément aux dispositions de l'accord. Les auditeurs doivent présenter en annexe de l'Etat de Trésorerie un inventaire détaillé des immobilisations acquises dans le cadre des accords. Cet inventaire doit faire ressortir les éléments qui sont la propriété du Gouvernement Américain et ceux qui sont la propriété d'autres entités.

Un modèle de rapport sur l'état de trésorerie figure à la Section 6.1 de Mandatory Standard Provisions for Non-U.S. Nongovernmental Grantees (USG Automated Directives System, Chapter 303 Internal Mandatory References illustrant la manière de rapporter les résultats d'un audit unique qui porte sur plus d'un accord du Gouvernement Américain. Dans de tels cas, l'état de trésorerie doit présenter séparément les informations financières (revenus, coûts, etc.) relatives à chaque accord, et doit identifier les Agences du Gouvernement Américain qui ont fourni des financements pour chaque subvention. Les dépenses contestées et les constats du contrôle interne et d'audit des sous récipiendaires doivent être reportés dans l'audit financier de tout bénéficiaire en utilisant les mêmes traitements et procédures que celles utilisées pour l'audit du bénéficiaire.

Les auditeurs doivent généralement exprimer une unique opinion sur l'état de trésorerie qui comprend plus d'un accord avec le Gouvernement Américain. Les auditeurs *ne doivent pas* exprimer des opinions séparées sur les états de trésorerie relatifs à chaque accord ou programme à moins que cela ne leur soit spécifiquement demandé par MEDECINS HUMANISTES.

D. Contrôles Internes

Les auditeurs doivent avoir une compréhension suffisante de la structure et de son environnement y compris son contrôle interne afin d'évaluer les risques d'anomalies significatives sur les états financiers du fait d'erreurs ou de

2. Assess inherent risk and control risk, and determine the detection risk. Inherent risk is the susceptibility of an assertion, such as an account balance, to a misstatement that could be material, either individually or when aggregated with other misstatements, assuming that there are no related controls. Control risk is the risk that a misstatement that could occur in a relevant assertion and that could be material, either individually or when aggregated with other misstatements, will not be prevented or detected on a timely basis by the entity's internal control. Detection risk is the risk that the auditor will not detect a material misstatement that exists in an assertion. Detection risk is based upon the effectiveness of an auditing procedure and the auditor's application of that procedure.

3. Summarize the risk assessments for each assertion in a single document included in the audit documentation. The risk assessments should consider the following broad categories under which each assertion should be classified: (a) classes of transactions and events for the period under audit (occurrence, completeness, accuracy, cutoff, and classification), (b) account balances at the period end (existence, rights, obligations, completeness, valuation, and allocation), and (c) presentation and disclosure (occurrence, rights, obligations, completeness, classification, understandability, accuracy, and valuation). At a minimum, the audit documentation should identify the name of the account or assertion, the account balance or the amount represented by the assertion, the assessed level of inherent risk (high, moderate, or low), the assessed level of control risk (high, moderate, or low), the combined risk (high, moderate, or low), and a description of the nature, timing and extent of the tests performed based on the combined risk. Summary audit documentation should be cross-indexed to supporting audit documentation that contains the detailed analysis of the fieldwork. If control risk is evaluated at less than the maximum level (high), then the basis for the auditor's conclusion must be described in the audit documentation.

4. If the auditors assess control risk at the maximum level for assertions related to material account balances, transaction classes, and disclosure components of financial statements when such assertions are significantly dependent upon computerized information systems, the auditors

fraudes et définir la nature, le délai et l'étendue des procédures d'audit conséquentes. Dans cette phase de prise de connaissance, les auditeurs doivent comprendre la conception du système de contrôle interne dans les programmes du Gouvernement Américain et s'assurer qu'il fonctionne au sein de l'entité. Les normes relatives au contrôle interne de *Standards for Internal Controls in the Federal Government* (GAO/AIMD-00-21.3.1; 1999) peuvent aider dans l'évaluation des contrôles internes du bénéficiaire. La structure du contrôle interne doit être décrite dans les documents d'audit.

Les auditeurs doivent ensuite préparer le rapport exigé par les présentes Directives, en identifiant les faiblesses et déficiences significatives dans la conception ou dans le fonctionnement du système de contrôle interne. Une faiblesse majeure est une déficience, ou un ensemble de déficiences du contrôle interne tel qu'il est susceptible d'entraîner des anomalies significatives non prévenues, détectées ou corrigées en temps opportun sur les états financiers de l'entité. Une déficience significative est une défaillance dans le contrôle interne d'une moindre gravité qu'une faiblesse significative qui mérite plus d'attention de la gouvernance. Toutes les déficiences significatives ou les faiblesses matérielles devraient être indiquées comme observations dans le rapport d'audit (Voir Paragraphe 5.1.d de Mandatory Standard Provisions for Non-U.S. Nongovernmental Grantees (USG Automated Directives System, Chapter 303 Internal Mandatory References). Tous les autres problèmes relatifs au contrôle interne – tels que les recommandations efficaces d'amélioration opérationnelle et administrative ou du contrôle interne, ou du contrôle des déficiences qui ne sont pas des déficiences significatives ou des faiblesses majeures doivent être comprises dans une lettre à la Direction du bénéficiaire et être mentionnées dans le rapport sur le contrôle interne.

Les principaux éléments du contrôle interne qui doivent être étudiés et évalués, comprennent, sans que cela soit limitatif, les contrôles liés à chaque compte de revenu et de dépenses sur l'état de trésorerie. Les auditeurs doivent:

1. obtenir une maîtrise suffisante de la conception du dispositif de contrôle interne des programmes du Gouvernement Américain et s'assurer de leur application effective.
2. évaluer le risque inhérent et le risque lié au contrôle,

must describe in the audit documentation the basis for such conclusions by addressing (i) the ineffectiveness of the design and/or operation of controls, or (ii) the reasons why it would be inefficient to test the controls.

5. Evaluate the control environment, the adequacy of the accounting systems, and control procedures. Emphasize the policies and procedures that pertain to the recipient's ability to record, process, summarize, and report financial data consistent with the assertions embodied in each account of the fund accountability statement. This should include, but not be limited to, the control systems for:
 - a. ensuring that charges to the program are proper and supported;
 - b. managing cash on hand and in bank accounts;
 - c. procuring goods and services;
 - d. managing inventory and receiving functions;
 - e. managing personnel functions such as timekeeping, salaries, and benefits;
 - f. managing and disposing of commodities (such as supplies, materials, vehicles, equipment, food products, tools, etc.) purchased either by the recipients or directly by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO
 - g. ensuring compliance with agreement terms and applicable laws and regulations that collectively have a material impact on the fund accountability statement. The results of this evaluation must be contained in the audit documentation section described in Section IV.D. of this statement of work and presented in the compliance report.
6. Evaluate internal control established to ensure compliance with shared costs requirements.
7. Include in the study and evaluation other policies and procedures that may be relevant if they pertain to data the auditors use in applying auditing procedures. This may include, for example, policies and procedures that pertain to

et déterminer le risque de détection. Le risque inhérent est la possibilité qu'une assertion comporte une anomalie qui pourrait être significativement, soit individuellement, soit de manière cumulée avec d'autres anomalies, nonobstant les contrôles existants. Le risque lié au contrôle est le risque qu'une anomalie susceptible de survenir dans une assertion et pouvant présenter un caractère significatif soit individuellement, soit de manière cumulée avec d'autres anomalies, ne soit ni prévenue, ni détectée et corrigée en temps voulu par le contrôle interne de l'entité. Le risque de détection est le risque que l'auditeur ne détecte pas une anomalie matérielle qui existe dans une assertion. Le risque de détection est basé sur l'efficacité des procédures d'audit et leur application par l'auditeur.

3. Récapituler les évaluations des risques au niveau de chaque assertion dans son document de planification de l'audit. L'évaluation des risques devrait tenir compte des assertions relatives à chaque catégorie qui devraient être classifiées : (a) assertions concernant les flux d'opérations et les événements survenus au cours de la période audité (survenance, exhaustivité, exactitude, séparation des périodes, imputation comptable); (b) assertions concernant les soldes des comptes en fin de période (existence, droits, obligations, exhaustivité, valorisation, et imputation); (c) assertions concernant la présentation et les informations fournies dans les états financiers (survenance, droits, obligations, exhaustivité, classification, compréhension, exactitude et valorisation). Le document de planification de l'audit doit au minimum, identifier l'intitulé du compte ou l'assertion, le solde du compte ou le montant utilisé par l'assertion, le niveau estimé du risque inhérent (élevé, modéré, ou faible), le niveau estimé du contrôle de risque (élevé, modéré ou faible) le niveau de risque combiné (élevé, modéré, ou faible) et une description de la nature, la durée et l'étendue des tests effectués basée sur le risque combiné. Le résumé du document de planification de l'audit devrait être cross-référencé aux papiers de travail qui contiennent l'analyse détaillée des travaux sur terrain. Si le risque de contrôle est évalué en dessous du niveau maximum (élevé), alors l'auditeur doit documenter ses conclusions sur ses papiers de

nonfinancial data that the auditor uses in analytical procedures.

In fulfilling the audit requirement relating to an understanding of the internal control and assessing the level of control risk, the auditor must follow, at a minimum, the guidance contained in AICPA SAS Nos. 109 (AU314), entitled *Understanding the Entity and Its Environment and Assessing the Risks of Material Misstatements*, 115 (AU 325), entitled *Communicating Internal Control Related Matters Identified in an Audit*, and 74 (AU 801) entitled *Compliance Auditing Considerations in Audits of Governmental Entities and Recipients of Governmental Financial Assistance*.

E. Compliance with Agreement Terms and Applicable Laws and Regulations

In fulfilling the audit requirement to determine compliance with agreement terms and applicable laws and regulations related to USG programs, the auditors must, at a minimum, follow guidance contained in AICPA SAS No. 74 (AU801) entitled *Compliance Auditing Considerations in Audits of Governmental Entities and Recipients of Governmental Financial Assistance*. The auditor's report on compliance must set forth as findings all material instances of noncompliance, defined as instances that could have a direct and material effect on the fund accountability statement. Nonmaterial instances of noncompliance must be included in a separate management letter to the recipient and referred to in the report on compliance.

The auditor's report should include all conclusions that a fraud or illegal act either has occurred or is likely to have occurred. In reporting material fraud, illegal acts, or other noncompliance, the auditors should place their findings in proper perspective. To give the reader a basis for judging the prevalence and consequences of these conditions, the instances identified should be related to the universe or the number of cases examined and is quantified in terms of U.S. dollars, if appropriate. In presenting material fraud, illegal acts, or other noncompliance, auditors must follow the reporting standards contained in Chapter 5 of U.S. *Government Auditing Standards*. Chapter 4 of U.S. *Government Auditing Standards* discusses factors that may influence auditors' materiality judgments. If the auditors conclude that sufficient evidence of fraud or illegal acts exists, they must contact EGPAF ,

travail.

4. Si les auditeurs évaluent le risque de contrôle au niveau maximum pour les assertions concernant significativement les soldes des comptes, flux d'opérations et la présentation et les informations fournies dans les états financiers et transactions matériels, et que ces assertions dépendent de manière significative des systèmes informatiques, les auditeurs doivent documenter dans leur dossier de travail la base et la justification de leurs conclusions, en expliquant (i) l'inefficacité de la conception et/ou du fonctionnement des contrôles internes, ou (ii) les raisons pour lesquelles il serait inefficace de tester ces contrôles.
5. évaluer l'environnement de contrôle, l'exactitude des systèmes comptables, et les procédures de contrôle. Mettre l'accent sur les politiques et les procédures pertinentes se rapportant à la capacité du bénéficiaire à enregistrer, effectuer, résumer et rapporter les données financières cohérentes avec les assertions comprises dans chaque compte de l'état de trésorerie. Celle-ci devrait couvrir , mais sans être limitatif, les domaines de contrôle suivants :
 - a. l'assurance que les charges du programme sont appropriées et supportées;
 - b. la gestion de la caisse et des comptes bancaires;
 - c. l'achat des biens et services;
 - d. la gestion des fonctions d'inventaire et de logistique;
 - e. la gestion des fonctions du personnel telles que les fiches de temps de travail, les salaires et les avantages sociaux;
 - f. la Gestion et l' utilisation des biens (tels que les fournitures, véhicules, équipements, outillages et autres articles) achetés par le récipiendaire ou directement par EGPAF, IRC et JPHIEGO;
 - g. s'assurer de la conformité avec les termes de l'accord et des lois et règlements en vigueur qui ont un impact collectif sur l'état de trésorerie. Les résultats de cette évaluation doivent être contenus dans la partie du

International Rescue Committee (IRC) and JPHIEGO exercise due professional care in pursuing indications of possible fraud and illegal acts to avoid interfering with potential future investigations or legal proceedings.

In planning and conducting the tests of compliance the auditors must:

1. Identify the agreement terms and pertinent laws and regulations and determine which of those, if not observed, could have a direct and material effect on the fund accountability statement. The auditors must:
 - a. list all standard and program-specific provisions contained in the agreements that cumulatively, if not observed, could have a direct and material effect on the fund accountability statement;
 - b. assess the inherent and control risk that material noncompliance could occur for each of the compliance requirements listed in 1.a. above;
 - c. determine the nature, timing and extent of audit steps and procedures to test for errors, fraud, and illegal acts that provide reasonable assurance of detecting both intentional and unintentional instances of noncompliance with agreement terms and applicable laws and regulations that could have a material effect on the fund accountability statement. This should be based on the risk assessment in 1.b. above;
 - d. prepare a single summary document in the audit documentation that identifies each of the specific compliance requirements included in the review, the results of the inherent, control and (detection) risk assessments for each compliance requirement, the audit steps used to test for compliance with each of the requirements based on the risk assessment, and the results of the compliance testing for each requirement. The summary document should be cross-indexed to detailed audit documentation

document d'audit décrite dans la Section IV. D. des présents termes de référence et présentés dans le rapport de conformité.

6. évaluer les contrôles internes mis en place afin de s'assurer de la conformité avec les exigences des coûts partagés.
7. inclure dans les travaux, l'évaluation d'autres politiques et procédures qui peuvent être pertinents dans la mesure où elles se rapportent aux données utilisées par les auditeurs dans l'exécution des procédures d'audit. Ceci peut inclure, par exemple, des politiques et procédures qui se rapportent aux données non financières que les auditeurs utilisent dans les procédures analytiques.

Dans le respect des normes d'audit relatives à la compréhension de la structure de contrôle interne et l'évaluation du niveau de risque de contrôle, l'auditeur doit suivre au minimum, les directives contenues dans les référentiels suivants : AICPA SAS # 109 (AU314), intitulé *Understanding the Entity and Its Environment and Assessing the Risks of Material Misstatements*, 115 (AU 325), intitulé *Communicating Internal Control Related Matters Identified in an Audit*, and 74 (AU 801) intitulé *Compliance Auditing Considerations in Audits of Governmental Entities and Recipients of Governmental Financial Assistance*.

E. Conformité avec les Termes des accords et avec les Lois et Règlements applicables

Dans l'accomplissement des normes d'audit visant la conformité des termes d'accord et des lois et règlements en vigueur des programmes du Gouvernement Américain, les auditeurs doivent, au minimum, suivre le guide contenu dans l'AICPA SAS No. 74 (AU801) intitulé *Compliance Auditing Considerations in Audits of Governmental Entities and Recipients of Governmental Financial Assistance*. Le rapport d'audit doit mettre en évidence comme constatations tous les cas matériels de non-conformité. Les cas non-matériels de non-conformité doivent être signalés séparément du rapport d'audit dans une lettre à la direction du bénéficiaire.

Le rapport de l'auditeur doit relever toutes les irrégularités et les actes de fraude avérés, suspectés, ou allégués. En rapportant les fraudes matérielles, actes illégaux ou autres irrégularités, les auditeurs doivent présenter leurs constats de façon appropriée. Pour donner au lecteur une base de

that support the facts and conclusions contained in the summary document.

2. Determine if payments have been made in accordance with agreement terms and applicable laws and regulations.
3. Determine if funds have been expended for purposes not authorized or not in accordance with applicable agreement terms. If so, the auditors must question these costs in the fund accountability statement.
4. Identify any costs not considered appropriate, classifying and explaining why these costs are questioned.
5. Determine whether commodities, whether procured by the recipient or directly procured by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO for the recipient's use, exist or were used for their intended purposes in accordance with the terms of the agreements. If not, the cost of such commodities must be questioned.
6. Determine whether any technical assistance and services procured by the recipient were used for their intended purposes in accordance with the agreements. If not, the cost of such technical assistance and services should be questioned.
7. Determine if the amount of Shared Costs funds was calculated and accounted for as required by the agreements or applicable cost principles.
8. Determine whether those who received services and benefits were eligible to receive them.
9. Determine whether the recipient's financial reports and claims for advances and reimbursement contain information that is supported by the books and records.
10. Determine whether the recipient held advances of USG funds in interest-bearing accounts, and whether the recipient remitted to USG any interest earned on those advances, with the exception of up to \$250 a year that the recipient may retain for administrative expenses. If the recipient was required to place USG funds in an interest-bearing bank account but did not, then the

jugement de l'étendue et les conséquences de ces situations, les faits identifiés devraient être associés au nombre de cas examinés et être valorisés en dollar américain, si cela est applicable. Dans la présentation des fraudes majeures, des actes illégaux, ou autres irrégularités, les auditeurs doivent suivre les normes de rapport qui sont contenues au Chapitre 5 de *Government Auditing Standards*. Le Chapitre 4 de *Government Auditing Standards* est relatif aux facteurs qui peuvent influencer les jugements des auditeurs face aux irrégularités matérielles. Si les auditeurs concluent qu'il existe des preuves suffisantes d'irrégularités ou l'existence des actes frauduleux, ils doivent en informer EGPAF et Fondation Ariel Glaser et doivent exercer la rigueur professionnelle qui s'impose pour relever tous les facteurs de fraudes et d'actes illégaux possibles afin d'éviter de s'exposer à d'éventuelles enquêtes et procédures judiciaires futures.

Dans la planification et la conduite des tests de conformité les auditeurs doivent:

1. Identifier les termes des accords et règlements pertinents et déterminer lesquels parmi ceux-ci, pourraient, en cas de non-respect, avoir un effet significatif sur l'état de trésorerie. Les auditeurs doivent :
 - a) établir une liste de toutes les normes et dispositions spécifiques des programmes contenues dans les accords qui pourraient cumulativement, si elles ne sont pas observées, avoir un effet significatif et direct sur l'état de trésorerie;
 - b) évaluer le risque inhérent et de contrôle dont la non-conformité matérielle pourrait impacter chacune des diligences d'audit listées au numéro 1.a. ci-dessus ;
 - c) Déterminer la nature, la durée et l'étendue

auditor should determine the amount of interest that was foregone by the recipient, and this amount should be classified as ineligible costs.

F. Follow-Up on Prior Audit Recommendations

The auditors must review the status of actions taken on findings and recommendations reported in prior audits of USG-funded programs. Chapter 4.09 of the U.S. *Government Auditing Standards* states: "Auditors should evaluate whether the audited entity has taken appropriate corrective action to address findings and recommendations from previous engagements that could have a material effect on the financial statements. When planning the audit, auditors should ask management of the audited entity to identify previous audits, attestation engagements, financial reviews, and other studies that directly relate to the objectives of the audit, including whether related recommendations have been implemented. Auditors should use this information in assessing risk and determining the nature, timing, and extent of current audit work, including determining the extent to which testing the implementation of the corrective actions is applicable to the current audit objectives".

The auditors must describe the scope of their work on prior audit recommendations in the summary section of the audit report. The auditors should refer to the most recent recipient or agency contracted audit report for the same award (for a follow-up audit) or other USG awards (for an initial audit). When corrective action has not been taken and the deficiency remains unresolved for the current audit period the auditors need to briefly describe the prior finding and status and show the page reference to where it is included in the current report. If there were no prior findings and recommendations, the auditors must include a note to that effect in this section of the audit report.

III. OTHER AUDIT RESPONSIBILITIES

The auditors must perform the following steps:

1. Hold entrance and exit conferences with the recipient. EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO should be notified of these conferences in order that its representatives may attend, if deemed necessary.

des procédures d'audit et tester les erreurs, les fraudes et les actes illégaux qui fournissent une assurance raisonnable sur la détection aussi bien des faits intentionnels que non intentionnels en conformité avec les termes des accords et les lois et règlements en vigueur qui pourraient avoir un effet significatif sur l'état de trésorerie. Ceci devrait être basé sur l'évaluation du risque visée au numéro 1.b., ci-dessus ;

- d) préparer une note de synthèse dans son dossier de travail qui identifie chacune des diligences particulières d'audit incluant la revue, les résultats des évaluations des risques inhérent, de contrôle et (de détection) pour chaque diligence d'audit, les procédures d'audit utilisées pour les tests de conformité basées sur l'évaluation du risque, et les résultats de chaque diligence. La note de synthèse devrait être cross-référencée au détail des papiers de travail justifiant les conclusions contenues dans la note de synthèse.

2. Déterminer si les paiements ont été effectués en conformité avec les termes des accords et des lois et règlements applicables.
3. Déterminer si des fonds ont été dépensés pour des fins non- autorisées ou non conformes aux termes des accords en vigueur. Dans ce cas, les auditeurs doivent contester ces coûts dans l'état de trésorerie.
4. Identifier toutes les dépenses inappropriées en les classant et en expliquant les raisons de ces coûts contestés.
5. déterminer si les biens acquis par le bénéficiaire ou directement fournis par EGPAF, IRC et JPHIEGO

2. During the planning stages of an audit, communicate information to the auditee regarding the nature and extent of planned testing and reporting on compliance with laws and regulations and internal control over financial reporting. Such communication should state that the auditors do not plan to provide opinions on compliance with laws and regulations and internal control over financial reporting.³ This communication should be in the form of an engagement letter.
3. Institute quality control procedures to ensure that sufficient appropriate evidence is obtained through inspection, observation, inquiries, and confirmations to afford a reasonable basis for an opinion regarding the financial statements under audit. While auditors may use their standard procedures for ensuring quality control, those procedures must, at a minimum, ensure that:
 - audit reports and audit documentation are reviewed by an auditor, preferably at the partner level, who was not involved in the audit. This review must be documented;
 - all quantities and monetary amounts involving calculations are footed and cross-footed;
 - all factual statements, numbers, conclusions and monetary amounts are cross-indexed to supporting audit documentation.
4. The auditor must ascertain, before preparing its proposal for the audit engagement (or if this is not possible, at the earliest opportunity during the engagement itself), whether the recipient ensured that audits of its subrecipients were performed to ensure accountability for USG funds passed through to subrecipients (see paragraph 1.6 of USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)"). If recipient audit requirements were not met, the auditors should immediately notify EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO consider

pour le compte du bénéficiaire, existent et sont utilisés conformément aux termes des accords. Si tel n'est pas le cas, le coût de ces biens devrait être contesté.

6. déterminer si toute assistance technique directement fournie au bénéficiaire et les services acquis par lui même a été justifiée ou selon objectifs prévus en conformité avec les accords. Sinon, le coût d'une telle assistance technique devrait être contestée.
7. déterminer si le montant des coûts partagés a été calculé et enregistrée conformément aux accords ou principes de coûts applicables.
8. déterminer si ceux qui ont reçu les services et les profits sont éligibles pour les recevoir.
9. Déterminer si les informations contenues dans les rapports financiers du bénéficiaire et les réclamations des avances et des remboursements sont appuyées par des documents et pièces comptables.
10. Déterminer si le bénéficiaire a placé les fonds avancés par le Gouvernement Américain dans des comptes portant intérêts, et si le bénéficiaire a reversé les intérêts perçus de ces avances de fonds au Gouvernement Américain à l'exception d'un montant maximum de 250 Dollars par an que le bénéficiaire peut retenir pour couvrir ses frais administratifs. S'il a été exigé au bénéficiaire de placer des fonds du Gouvernement Américain dans un compte bancaire en vue d'obtenir des intérêts, mais que cela n'a pas été fait, alors l'auditeur devrait déterminer le montant des intérêts qui aurait été obtenu par le bénéficiaire et ce montant devrait être classé comme coûts inéligibles.

F. Suivi des Recommandations des audits précédents

Les auditeurs doivent passer en revue le statut d'actions prises sur les constats et les recommandations rapportées dans les

³ The auditors only express an opinion on the fund accountability statement, and the indirect cost rate and general purpose financial statements, if applicable, as indicated on Chapter 3 of the *Guidelines*.

whether they can audit the subrecipient costs themselves. If, after consultation with EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO, the auditors conclude that a restriction on the scope of the audit exists and the restriction cannot be removed, then the auditors should consider modifying their opinion and any costs that have not been audited as required must be questioned as unsupported costs.

5. Obtain a management representation letter in accordance with AICPA SAS No. 85 (AU333) signed by the recipient's management. See Example 4.1 of USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)" for an illustrative management representation letter.

IV. AUDIT REPORTS

The auditor should submit the PDF version to ONG MEDECINS HUMANISTES and four hard copies in both English and French. And ONG MEDECINS HUMANISTES should submit this report EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO the portable document format (PDF) and two hard copies in each of both English and French. EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO will forward the report to their HO for review. The format and content of the audit reports should closely follow the illustrative reports in Chapter 7 of the *Guidelines*. The audit report must specify the correct award number(s) of each award covered by the audit. The report must contain:

- A. A title page,⁴ table of contents, transmittal letter, and summary which includes: (1) a background section with a general description of the USG programs audited, the period covered, the program objectives, a clear identification of all entities mentioned in the report, a section on the follow-up of prior audit recommendations, and whether shared costs were required during the period audited; (2) the objectives and scope of the financial audit, and a clear explanation of the procedures performed and the scope limitations, if

audits antérieurs des programmes financés par le Gouvernement Américain. Chapitre 4.09 de U.S. *Government Auditing Standards* states: "les auditeurs devraient évaluer si l'entité auditée a pris des actions correctives appropriées pour adresser les constats et recommandations des missions précédentes qui pourraient avoir un effet significatif sur les états financiers. En planifiant l'audit, les auditeurs devraient demander à la direction de l'entité auditée d'identifier les audits précédents, les missions d'attestation, les revues financières et d'autres travaux qui ont un lien direct avec les objectifs de l'audit et si les recommandations afférentes ont été mises en oeuvre. Les auditeurs devraient utiliser ces informations dans l'évaluation du risque et la détermination de la nature, la durée et l'étendue des travaux d'audit, et dans une certaine mesure si les tests sur l'application des actions correctives sont applicables aux objectifs actuels d'audit".

Les auditeurs doivent décrire l'échantillon de leurs travaux sur les recommandations d'audit dans la partie synthèse du rapport d'audit. Les auditeurs doivent se référer au plus récent rapport d'audit portant sur le même bénéficiaire (quand il s'agit d'un audit consécutif) ou sur d'autres fonds du Gouvernement Américain (quand il s'agit d'un premier audit). Lorsque les mesures correctives appropriées n'ont pas été prises et que les déficiences demeurent non résolues pour la période couverte par l'audit en cours et figurent dans le rapport d'audit en cours, les auditeurs doivent décrire brièvement les constats tels que relevé dans les rapports d'audit précédents, indiquer son statut, et mentionner la référence de la page à laquelle le problème figure dans le rapport d'audit en cours. S'il n'y a pas d'observations et recommandations précédentes, les auditeurs doivent inclure une note à cet effet dans cette section du rapport d'audit.

III. AUTRES RESPONSABILITES D'AUDIT

Les auditeurs doivent exécuter les démarches suivantes:

1. Tenir des réunions de démarrage et de clôture de l'audit avec le bénéficiaire. EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO devraient être notifiées de ces réunions afin que ses représentants puissent y assister, si cela est nécessaire.
2. Durant la phase de planification de l'audit, communiquer toute information à l'entité auditée concernant la nature et l'étendue des tests de

⁴ "Closeout" audits must specify they are closeout audits on the title page. A closeout audit is an audit for an award that expired during the period audited.

any; (3) a brief summary of the audit results on the fund accountability statement, questionable costs, internal control, compliance with agreement terms and applicable laws and regulations; (4) a brief summary of the results of the review of shared costs; and (5) a brief summary of the recipient's management comments regarding their views on the audit and review results and findings.

B. The auditor's report on the fund accountability statement, identifying any material questioned costs not fully supported with adequate records or not eligible under the terms of the agreement. The report must be in conformance with the standards for reporting in Chapter 5 of *U.S. Government Auditing Standards* and must include:

1. The auditor's opinion on whether the fund accountability statement presents fairly, in all material respects, program revenues, costs incurred, and commodities directly procured by EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO for the year then ended in accordance with the terms of the agreements and in conformity with generally accepted accounting principles or other basis of accounting. This opinion must clearly state that the audit was performed in accordance with *U.S. Government Auditing Standards* or specific alternative standards if applicable (see paragraph 2.9.d of the *Guidelines*). Any deviations from these standards, such as noncompliance with the requirements for continuing professional education and external quality control reviews, must be disclosed (See Example 7.1.A of the *Guidelines*).
2. The fund accountability statement identifying the program revenues, costs incurred, and commodities and technical assistance directly procured by EGPAF, Fondation Ariel Glaser and JPHIEGO for the fiscal year. The statement must also identify questioned costs not considered eligible for reimbursement and unsupported, if any, including the cost of any commodities directly procured by

vérification et les rapports à émettre sur la conformité aux lois et règlements et sur le contrôle interne couvrant les rapports financiers. Cette communication devrait préciser que les auditeurs n'envisagent pas de donner une opinion sur la conformité aux lois et règlements et sur le contrôle interne⁶ en dehors de l'état de. Il est préférable que la communication se fasse par écrit sous forme de lettre de mission. Les auditeurs doivent documenter les communications dans leur dossier de travail.

3. Instituer des procédures de contrôle de qualité pour s'assurer que des preuves suffisantes sont obtenues par voie d'inspections, d'observations, d'enquêtes, et de confirmations pour émettre une opinion sur une base raisonnable relativement aux états financiers sous revus. Pendant que les auditeurs peuvent utiliser leurs procédures standards pour s'assurer du contrôle de qualité, ces procédures doivent, au minimum, garantir que:
 - Les rapports d'audit et les dossiers de travail sont révisés par un auditeur, de préférence au niveau de l'associé, qui n'a pas été impliqué dans l'audit. Cette revue doit être documentée ;
 - toutes les nombres et les montants qui impliquent des calculs sont vérifiés et documentés.
 - toutes les pièces factuelles, les chiffres, les conclusions et les montants sont cross-référencés pour documenter le dossier de travail de l'audit
4. L'auditeur doit vérifier, avant de préparer sa proposition pour la mission d'audit (ou si ce n'est pas possible, à la première occasion pendant la mission lui-même), que le bénéficiaire s'est assuré que les audits de ses sous-bénéficiaires ont été exécutés pour assurer l'imputabilité des fonds du Gouvernement Américain qui ont transités par les sous-bénéficiaires (voir le paragraphe 1.6 de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)"). Si les exigences d'audit de bénéficiaire ne sont pas connus, les auditeurs devraient immédiatement le notifier à EGPAF, International Rescue Committee (

EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO and JPHIEGO whose existence or proper use in accordance with agreements could not be verified. All material questioned costs resulting from instances of noncompliance with agreement terms and applicable laws and regulations must be included as findings in the report on compliance. Also, the notes to the fund accountability statement must briefly describe both material and immaterial questioned costs and must be cross-referenced to any corresponding findings in the report on compliance (see Example 6.1 of the *Guidelines*). All questioned costs in the notes to the fund accountability statement must be stated in U.S. dollars. The U.S. dollar equivalent should be calculated at the exchange rate applicable at the time the local currency was disbursed to the recipient by EGPAF, Fondation Ariel Glaser and JPHIEGO.

3. Notes to the fund accountability statement, including a summary of the significant accounting policies, explanation of the most important items of the statements, the exchange rates during the audit period and foreign currency restrictions, if any.

C. The auditor's report on internal control. The auditor's report must include as a minimum: (1) the scope of the auditor's work in obtaining an understanding of the internal control and in assessing the control risk, and; (2) the significant deficiencies including the identification of material weaknesses in the recipient's internal control. Significant deficiencies must be described in a separate section (see paragraphs 5.2 through 5.4 of the *Guidelines*). This report must be made in conformance with SAS No. 60 and the standards for reporting in Chapter 5 of U.S. *Government Auditing Standards*. Any other matters related to internal control – such as suggestions for improving operational or administrative efficiency or internal control, or control deficiencies that are not significant deficiencies or material weaknesses – may be communicated through a separate management letter that should be referred to in the

IRC), JPHIEGO et considérer s'ils peuvent vérifier les coûts des sous-bénéficiaires eux-mêmes. Si, après la consultation avec EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO, les auditeurs concluent qu'une limitation de la portée de l'audit existe et la limitation ne peut être levée, alors les auditeurs devraient envisager de modifier leur opinion et tous les coûts qui n'ont pas été audités devront être contestés comme coûts non justifiés.

5. Obtenir une lettre d'affirmation de la Direction de l'entité auditée conformément à l'AICPA SAS No. 85 (AU333) signée par la direction de l'entité auditée. Voir 4.1 des *Directives* : Modèle de lettre de représentation.

IV. RAPPORTS D'AUDIT

L'auditeur devra fournir à ONG MEDECINS HUMANISTES en plus de la version numérique de son rapport sous format PDF, une version physique en quatre exemplaires dans chacune des langues Anglaise et Française. Et ONG MEDECINS HUMANISTES devra soumettre à EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO en plus de la version numérique, deux (2) exemplaires du rapport d'audit dans chacune des langues Anglaise et Française. EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO veillera à ce que le rapport soit transmis au CDC. EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO transmettra le rapport à leur siège pour revue. Pour aider les cabinets d'audit, le format et le contenu du rapport devraient strictement suivre les exemples figurant dans le chapitre 7 de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)". Le rapport d'audit doit indiquer le numéro de chaque accord de subvention couvert par l'audit. Le rapport doit contenir :

- A. Une page de titre⁴, une table des matières, une lettre de transmission et un résumé qui comprend : (1) une section sur l'historique avec une description générale du projet audité, la période couverte, les objectifs du programme, et l'identification claire des toutes les entités mentionnées dans le rapport, une section sur

report on internal control and sent with the audit report (see Examples 7.2.A and 7.2.B of the *Guidelines*).

D. The auditor's report on the recipient's compliance with agreement terms and applicable laws and regulations related to USG-funded programs. The report must follow the guidance in SAS No. 74. Material instances of noncompliance must be described in a separate section (see paragraphs 5.2 through 5.4 of the *Guidelines*). Nonmaterial instances of noncompliance must be communicated to the recipient in a separate management letter that should be sent with the audit report (see Examples 7.3.A and 7.3.B of the *Guidelines*). All material questioned costs resulting from instances of noncompliance must be included as findings in the report on compliance. Also, the notes to the fund accountability statement that describe both material and immaterial questioned costs must be cross-referenced to any corresponding findings in the report on compliance.

1. The auditor's report must include all conclusions, based on evidence obtained, that a fraud or illegal act either has occurred or is likely to have occurred. This report must include an identification of all questioned costs, if any, as a result of fraud or illegal acts, without regard to whether the conditions giving rise to the questioned costs have been corrected and whether the recipient does or does not agree with the findings and questioned costs. Abuse that is material, either quantitatively or qualitatively, must also be reported.⁵
2. In reporting material fraud, illegal acts, or other noncompliance, the auditors must place their findings in proper perspective. To give the reader a basis for judging the extent seriousness of these conditions, the instances identified should be related to the universe or the number of cases

le suivi des recommandations d'audits antérieurs, ainsi que le partage des coûts requis pendant la période auditée; (2) les objectifs et le champ devant être couvert par l'audit financier et une explication claire des procédures effectuées ainsi que les limitations du champ d'audit, s'il y en a ; (3) une description brève des résultats de l'audit sur l'état de trésorerie , les coûts contestés, le contrôle interne, la conformité avec les termes de l'accord et aux lois et règlements applicables, le statut des recommandations des audits antérieurs; (4) un résumé bref des résultats de la revue des coûts partagés; et (5) un bref résumé des commentaires de la Direction du bénéficiaire en ce qui concerne les résultats de l'audit et revues et les constats.

B. Le rapport de l'auditeur sur l'état de trésorerie, identifiant les coûts contestés qui ne sont pas correctement appuyés par des écritures adéquates ou ne sont pas éligibles dans le cadre des termes des accords. Le rapport doit être en accord avec les normes de rapport du Chapitre 5 de " U.S. Government Auditing Standards " et doit comprendre :

1. l'opinion de l'auditeur quant au fait que l'état de trésorerie, présente sincèrement, dans tous les aspects significatifs, les subventions des programmes, les coûts encourus, et les équipements directement fournis par EGPAF , International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO pour l'année fiscale écoulée en conformité avec les termes des accords et en conformité avec les principes comptables généralement acceptés ou tout autre référentiel comptable. Cette opinion doit clairement exprimer que l'audit est effectué en conformité avec les Normes d'Audit du Gouvernement Américain ou des normes spécifiques si applicable (voir la Section 2.9.d de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)"). Toutes déviations de ces normes, telles que la non-conformité avec les exigences de formation professionnelle continue et les revues de contrôle de qualité, doivent être révélées. (voir Section 7.1.A de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits

⁵ Abuse involves behavior that is deficient or improper when compared with behavior that a prudent person would consider reasonable and necessary business practice given the facts and circumstances. Abuse also includes misuse of authority or position for personal financial interest or those of an immediate or close family member or business associate. Abuse does not necessarily involve fraud, violation of laws, regulations, or provisions of a contract or grant. If during the course of the audit, auditors become aware of abuse that could be quantitatively or qualitatively material to the financial statements, auditors should apply audit procedures specifically directed to ascertain the potential effect on the financial statements or other financial data significant to the audit objectives. After performing additional work, auditors may discover that the abuse represents potential fraud or illegal acts. Because the determination of abuse is subjective, auditors are not required to provide reasonable assurance of detecting abuse.

examined and is quantified in terms of U.S. dollar value, if appropriate. In presenting material fraud, illegal acts, or other noncompliance, auditors must follow the reporting standards contained in Chapter 5 of U.S. *Government Auditing Standards*. Auditors may provide less extensive disclosure of fraud and illegal acts that are not material in either a quantitative or qualitative sense. Chapter 4 of U.S. *Government Auditing Standards* provides guidance concerning factors that may influence auditors' materiality judgments. If the auditors conclude that sufficient evidence of fraud or illegal acts exist, they must contact EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO and JPHIEGO exercise due professional care in pursuing indications of possible fraud and illegal acts so as not to interfere with potential future investigations or legal proceedings.

E. The findings contained in the reports on internal control and compliance related to USG-funded programs must include a description of the condition (what is) and the criteria (what should be). The cause (why it happened) and effect (what harm was caused by not complying with the criteria) must be included in the findings. In addition, the findings must contain an actionable *recommendation* that corrects the cause and the condition, as applicable. It is recognized that material internal control weaknesses and noncompliance found by the auditors might not always have all of these elements fully developed, given the scope and objectives of the specific audit. The auditors must, however, at least identify the condition, criteria and possible effect to enable management to determine the cause. This will help management take timely and proper corrective action.

Firms are expected to exercise independent judgment throughout the audit engagement, including in reporting on questioned costs. Indications of a lack of independence may result in removal of firms from the list of firms eligible to conduct audits of USG funds. Findings that involve monetary effect must:

Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)").

l'état de trésorerie identifie les revenus du programme, les coûts encourus, et les biens/l'assistance technique directement fournie par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO au cours de l'année fiscale. Cet état doit aussi identifier les coûts contestés qui ne sont pas considérés éligibles pour le remboursement et les coûts non justifiés, s'il y en a, dont le coût des biens directement fournis par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO qui existent ou convenablement utilisés en conformité avec les termes de l'accord qui ne pourraient pas être vérifiés. Tous les coûts significatifs contestés devraient être inclus en tant que constatations dans le rapport d'audit. En outre, les notes de l'état de trésorerie doivent brièvement décrire tous les coûts contestés et cross-référencées aux observations du rapport d'audit (voir la Section 6.1. de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)"). Toutes les dépenses contestées dans les notes de l'état de trésorerie doivent être exprimées en dollars américains. L'équivalent du dollar devrait être calculé au taux de change applicable au moment où la monnaie locale est attribuée au bénéficiaire par EGPAF, International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO

2. les notes à l'état de trésorerie, qui comprennent le résumé des principales politiques comptables, la description des principales rubriques de l'état, les taux de change pendant la période de l'audit et les restrictions sur les devises étrangères, s'il y en a

1. Be quantified and included as questioned costs in the fund accountability statement
2. Be reported without regard to whether the conditions giving rise to them were corrected.
3. Be reported whether the recipient does or does not agree with the findings or questioned costs.
4. Contain enough relevant information to expedite the audit resolution process (e.g., number of items tested, size of the universe, error rate, corresponding U.S. dollar amounts, etc.).

The reports must also contain, after each recommendation, pertinent views of responsible recipient officials concerning the auditor's findings and actions taken by the recipient to implement the recommendations. If possible, the auditor should obtain written comments. When the auditors disagree with management comments opposing the findings, conclusions or recommendations, they must explain their reasons following the comments. Conversely, the auditors should modify their report if they find the comments valid.

Any evidence of fraud or illegal acts that have occurred, or are likely to have occurred, must be included in a separate written report. This report must include an identification of all questioned costs as a result of fraud or illegal acts, without regard to whether the conditions giving rise to the questioned costs have been corrected or whether the recipient does or does not agree with the findings and questioned costs.

- C. Le rapport de l'auditeur sur le contrôle interne. Le rapport de l'auditeur doit comprendre au minimum : (1) l'étendue des travaux sur la compréhension du contrôle interne et l'évaluation du risque de contrôle, et (2) les déficiences majeures, y compris l'identification des faiblesses majeures dans le contrôle interne du bénéficiaire. Les déficiences majeures doivent être décrites dans une section distincte (voir les paragraphes 5.2 à 5.4 de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)"). Ce rapport doit être fait en conformité avec (voir le SAS No. 74 et les *Directives* dans le Chapitre 5 de "U.S. Government Auditing Standards"). Les autres observations non significatives liées au contrôle interne – telles que les recommandations efficaces d'amélioration opérationnelle et administrative ou du contrôle interne ou les déficiences des contrôles qui ne sont pas majeures ou les faiblesses non majeures- doivent être communiquées au bénéficiaire séparément dans une lettre à la direction qui devrait être référencée dans le rapport du contrôle interne et envoyé avec le rapport d'audit (voir Exemples 7.2.A et 7.2.B de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)").
- D. Le rapport sur la conformité du bénéficiaire avec les termes de l'accord et les lois et règlements applicables relatifs aux programmes financés par le Gouvernement Américain. Le rapport doit suivre les directives contenues dans le SAS No. 74. Les faits matériels de non conformité doivent être décrits dans une section distincte (voir les paragraphes 5.2 à 5.4 de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)"). Les faits non matériels de non conformité doivent être communiqués au bénéficiaire dans une lettre à la Direction séparée qui doit être envoyée avec le rapport d'audit (voir Exemples 7.3.A et 7.3.B) de USAID Office of the Inspector General "Guidelines for Financial Audits Contracted by Foreign Recipients (Guidelines)". Tous les coûts contestés

résultant de faits de non-conformité doivent être inclus dans les observations du rapport d'audit. Aussi, les notes sur l'état de trésorerie qui décrivent les faits matériels et non matériels des coûts contestés doivent être cross-référencées aux observations correspondantes dans le rapport d'audit.

1. Le rapport d'audit doit inclure toutes les conclusions, basées sur les preuves obtenues, qui montrent qu'une irrégularité ou un acte illégal avérés, suspectés illégués. Ce rapport devra comprendre une identification sur tous les coûts contestés, s'il y en a, comme un résultat de fraude ou actes illégaux, sans s'occuper du fait que les conditions provoquant les coûts contestés ont été corrigés et que le bénéficiaire accepte ou pas les observations et les coûts contestés. L'abus majeurs, qu'il soit quantitativement ou qualitativement, doit aussi être rapportés⁵.
2. En rapportant les fraudes majeures, les actes illégaux, ou autres irrégularités, les auditeurs doivent présenter leurs observations de façon appropriée. Pour donner au lecteur une base de jugement de la gravité des circonstances, les faits identifiés devraient être liés à l'ensemble ou au nombre de cas examinés et valorisés en dollars, si applicable. Dans la présentation des irrégularités majeures, des actes illégaux, ou autres inconformités, les auditeurs doivent suivre les normes de rapport contenues dans le Chapitre 5 des Normes d'Audit du Gouvernement Américain. Les auditeurs peuvent limiter les communications des actes de fraudes ou illégaux qui ne sont pas pas majeures en termes quantitatif et qualitatif. Le Chapitre 4 des Normes d'Audit du Gouvernement Américain fournit des directives sur les facteurs qui peuvent influencer significativement le jugement des auditeurs. Si les auditeurs concluent à l'existence des preuves de fraude ou actes illégaux, ils doivent contacter EGPAF , International Rescue Committee (IRC), JPHIEGO et exercer leur professionnalisme dans le traitement des facteurs possibles de fraude et actes illégaux de sorte à ne pas s'ingérer dans les investigations potentielles ou procédures judiciaires futures.

E. Les constats contenues dans les rapports sur les contrôles internes et sur l'audit relative aux programmes financés par le Gouvernement Américain doivent comprendre une description des faits (ce que c'est) et les critères (ce qu'ils devraient être). La cause (pourquoi cela est arrivé) et l'effet (quel est l'impact de la con-conformité sur les critères) devraient être inclus dans les observations si elles peuvent être facilement déterminés. En plus, les observations doivent comprendre une recommandation pratique qui corrige les causes et les faits, si cela est applicable. Il est reconnu que les faiblesses majeures du contrôle interne et les inconformités identifiées par les auditeurs pourraient ne pas toujours être suffisamment développés, selon l'étendue et les objectifs d'un audit spécifique. Les auditeurs doivent, cependant, au moins identifier les faits, les critères et si possible les effets afin de permettre à la Direction de déterminer les causes.

Les cabinets d'audit sont censés exercer un jugement indépendant durant toute la mission d'audit, y compris dans les rapports sur les coûts contestés. Les indications d'un manque d'indépendance peuvent entraîner la suppression des cabinets d'audit de la liste des cabinets éligibles pour effectuer des audits des fonds du Gouvernement Américain. Les constats qui impliquent un effet monétaire doivent:

1. Etre valorisés et inclus dans l'état de trésorerie entant que des coûts contestés
2. Etre rapportés sans s'occuper si les conditions à leur origine étaient corrigés
3. Etre rapportés indépendamment de l'approbation du bénéficiaire quant aux constatations ou aux coûts injustifiés
4. contenir assez d'informations pertinentes pour accélérer le processus de résolution de l'audit (c'est à dire, le nombre des pièces testées, la taille de la population, le taux d'erreurs, les montants en dollars américains correspondant, etc.).

Les rapports doivent contenir aussi, après chaque

recommandation, des opinions pertinentes des responsables du bénéficiaire concernant les observations de l'auditeur et les actions prises par le bénéficiaire pour mettre en oeuvre les recommandations. Si possible, l'auditeur doit obtenir des commentaires par écrit. Au cas, où les auditeurs sont en désaccord avec les commentaires de la Direction de l'entité audité sur les observations, les conclusions ou les recommandations, ils doivent expliquer leurs raisons à la suite des commentaires. Conséquemment, les auditeurs devraient modifier leur rapport s'ils approuvent les commentaires.

Toute preuve des irrégularités ou d'actes frauduleux qui se sont produits, ou susceptibles de se produire, doivent être inclus dans un rapport écrit séparé. Ce rapport doit comprendre une situation de tous les coûts contestés résultant des irrégularités ou des actes illégaux, sans considérer si les faits à l'origine des coûts contestés ont été corrigés ou si le bénéficiaire accepte ou n'accepte pas les faits et les coûts contestés.

Si des incohérences apparaissent entre la version anglaise et française des présents TDRs, la traduction en langue anglaise prévaudra.

Should inconsistencies appear between the English and French version of this Scope of Work, the English language translation shall take precedence.

Préparé par :

AMBEU Michèle

Responsable Administratif et Financier

Date : 26 Avril 2024

Signature :



Validé par :

Dr RADJI Mouhammed Mouminy

Directeur Exécutif

Date : 26 Avril 2024

Signature :

